

Le Turkménistan, une dictature riche en gaz, très courtisée par l'Europe

Le président turkmène, Gurbangouly Berdymoukhamedov, est reçu à l'Elysée



En diplomatie, il existe des invités à la fois embarrassants et indispensables. Gurbangouly Berdymoukhamedov, le président du Turkménistan, sera reçu discrètement à l'Elysée, lundi 1er février. Cette visite historique de deux jours témoigne de l'importance de ce pays d'Asie centrale. A la tête d'immenses réserves gazières, le Turkménistan est aussi considéré comme l'une des dictatures les plus opaques au monde.

En avril 2008, le ministre français des affaires étrangères, Bernard Kouchner, avait joué un rôle d'éclaireur dans le rapprochement entre Paris et Achkhabad, en se rendant sur place. Les Européens veulent croire à une timide ouverture, depuis la mort, en 2006, de Saparmourat Niazov, autoproclamé "président à vie".

Agé de 52 ans, M. Berdymoukhamedov s'est inscrit dans les pas de Saparmourat Niazov - dont il fut le dentiste -, mais a aussi déployé une activité internationale inédite. " *L'Europe est engagée dans un dialogue et une coopération critique*, dit un diplomate de haut rang. *Niazov avait enfermé son pays dans une logique identitaire, réduisant au maximum les relations extérieures. Là, on assiste à un renversement : le pays fait toujours de sa neutralité - inscrite dans la Constitution - une valeur centrale, mais dans un autre sens. Le Turkménistan parle à tout le monde.* "

L'ouverture du pays est énergétique. En avril 2009, l'explosion d'un gazoduc avait provoqué une crise entre Achkhabad et Moscou. Le géant russe Gazprom n'a repris ses achats que le 9 janvier. La Russie demeure le premier client du gaz turkmène, mais cette dépendance historique est bouleversée. En juillet 2009, Achkhabad a accepté de livrer 14 milliards de mètres cubes à l'Iran. Début janvier, un second gazoduc a été ouvert entre les deux pays. En outre, mi-décembre, un gazoduc de 7 000 kilomètres jusqu'à la Chine a été inauguré, d'une capacité de 40 milliards de m³. Enfin, la construction du réseau Nabucco, entre 2011 et 2014, permettra à terme de livrer 14 milliards de mètres cubes à l'Europe.

Outre les intérêts gaziers, Paris est aussi soucieux du sort des entreprises françaises, qui voient dans le Turkménistan un eldorado. A commencer par Bouygues, qui a eu la charge de la plupart des chantiers pharaoniques de la capitale, Achkhabad. Mi-janvier, Yves-Thibault de Silguy, président de Vinci, a été reçu par le président turkmène. Ce dernier a annoncé quelques jours plus tard qu'en 2010, malgré la crise et un taux de chômage de 60 %, 12 milliards de dollars (8,6 milliards d'euros) seraient dépensés sur des dizaines de chantiers.

La visite du président turkmène à Paris intervient alors que le Parlement étudie la ratification d'un accord intermédiaire sur le commerce entre l'UE et le Turkménistan. Le 28 janvier, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, Human Rights Watch (HRW), la Ligue française des droits de l'homme et Reporters sans frontières (RSF) ont appelé les autorités françaises à ne pas renoncer aux valeurs morales, au nom des intérêts économiques. Les ONG réclament notamment la libération des prisonniers politiques.

" Un président sultan "

" *Il y a une tendance regrettable à considérer le dialogue comme un progrès en soi*, explique Veronika



Szente Goldston, de HRW. *Certains gouvernements, comme l'Allemagne ou la France, privilégient la diplomatie silencieuse. Le problème, c'est qu'on abandonne le monopole de l'expression sur les droits de l'homme au pouvoir turkmène.* "

M. Berdymoukhamedov a conservé les méthodes dictatoriales de Saparmourat Niazov. " *C'est un président sultan, qui nomme tout le monde, du gouvernement à l'administration en passant par les chefs d'entreprise, et jusqu'au rédacteur en chef des journaux agricoles de province*, résume Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, chargé de recherches à l'Ecole normale supérieure, auteur de *Turkménistan* (Non Lieu, 2009). *Il y a un taux de renouvellement affolant. Entre 1992 et 2005, Niazov a licencié 130 ministres, dont la majorité a connu la prison.* " Le 16 janvier, trois mois après sa nomination, le ministre du pétrole et du gaz a été limogé.

M. Jeangène Vilmer a passé près d'un an dans le pays. Il a constaté l'ampleur d'une " *torpeur néostalinienne* ". " *Les mosquées sont vides, il n'y a pas de cafés pour se réunir, les seuls mouvements d'opposition se trouvent à l'étranger* ", dit-il. En juillet 2009, les autorités ont même empêché le départ d'étudiants inscrits dans des universités à l'étranger. Quant à Internet, il est sévèrement contrôlé. Dans les rares cybercafés, il faut présenter un passeport ; les pages consultées sont archivées, le coût prohibitif. La lenteur de connexion, elle, est décourageante. " *Il faut une demi-heure pour charger un courriel* ", explique Elsa Vidal, de RSF.

Piotr Smolar

© Le Monde

◀ **article précédent**

Israël et le Hamas réfutent...

article suivant ▶

Un Chinois met fin à sa protestation...